

Moyen-Orient: "Il est possible de résoudre le conflit", selon Tony Blair

Relations extérieures - 26-03-2008 - 08:28

"Il est possible de résoudre ce conflit, mais c'est une course contre la montre", a indiqué ce mardi Tony Blair, représentant du Quartet, devant le Groupe de travail du PE sur le Proche-Orient qui examinait la situation dans la région depuis la Conférence des donateurs de Paris de décembre 2007. Le ministre norvégien des affaires étrangères, Jonas Gahr Støre et Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat français aux affaires européennes participaient aussi à cette réunion.

Le Président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, qui préside aussi le groupe de travail, a appelé toutes les parties au conflit à faire leur possible "pour qu'un accord de paix puisse être trouvé avant la fin de cette année". L'UE, qui figure parmi les principaux donateurs internationaux - "devrait agir en tant qu'intermédiaire dans les négociations de paix", a-t-il estimé, rappelant que le Parlement avait été représenté à la Conférence de Paris par Michael Gahler (PPE-DE, DE), vice-président de la commission des affaires étrangères.

Comblant le déficit de crédibilité

Pour Tony Blair, "l'essence du conflit est le déficit de crédibilité", c'est-à-dire l'écart entre ce que veulent les deux parties - une solution basée sur la coexistence de deux Etats - et ce qui est perçu comme faisable du côté israélien et du côté palestinien. L'ancien premier ministre britannique a indiqué que sa stratégie vise à "changer ce contexte" pour permettre aux responsables politiques des deux parties de convaincre leurs peuples respectifs de la nécessité d'un accord de paix.

Pour passer ce "seuil minimum de la crédibilité", il faut des "mesures significatives pour restaurer la confiance en Cisjordanie et un environnement sécuritaire renforcé à Gaza". Ceci permettrait d'atténuer les souffrances des deux côtés, les tirs de roquettes sur le territoire israélien et la situation humanitaire désastreuse dans la bande de Gaza, a répondu M. Blair aux questions de Joseph Daul (PPE-DE, FR) et David Hammerstein (Verts/ALE, ES).

Participation de l'UE

Tony Blair a plaidé en faveur d'une plus grande implication de l'UE dans le processus de paix. "Il y a une volonté de voir l'UE s'impliquer davantage", a-t-il déclaré. "Le moment est venu pour l'Europe de s'engager plus activement au sein du Quartet", a affirmé le ministre des Affaires étrangères norvégien, Jonas Gahr Støre. Les deux intervenants répondaient ainsi à Hannes Swoboda (PSE, AT), qui souhaite que l'UE prenne une initiative sur la question du Moyen-Orient.

Jean-Pierre Jouyet – qui remplaçait le ministre français des affaires étrangères – a soutenu le principe d'une présence plus grande et mieux organisée de l'UE sur les territoires palestiniens, au-delà de l'actuelle Mission d'assistance frontalière de l'UE, l'EUBAM, déployée dans la région. Il a exprimé le souhait que Jérusalem puisse être "la capitale de deux Etats dans la région".

Hamas et Gaza

"Est-il sage de nier l'existence du Hamas?", a demandé Gahr Støre, ajoutant qu'à l'époque, "la Norvège dialoguait avec le gouvernement d'unité nationale, y compris son premier ministre. La Communauté internationale aurait pu laisser plus sa chance à ce gouvernement". "La situation à Gaza a un impact considérable sur les Palestiniens, 70% de la population craignant que la séparation se poursuive", a-t-il ajouté. La question des nouvelles colonies de peuplement comme obstacle au processus de paix a également été évoquée au cours du débat.

Les invités et les députés ont réitéré leur soutien au Premier Ministre Palestinien, Salaam Fayed, "engagé en faveur de la réforme" et au Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

25/03/2008

Groupe de travail du PE sur le Moyen-Orient